

**JOURNÉES D'ÉTUDE**

**ACTUALITÉ DU PATRIMOINE  
À L'ANTHROPOCÈNE**

**Ontologies et politiques**



**DIJON**  
**4 Bd Gabriel**  
**Bât. Droit - Lettres**  
**Salle du Conseil de Droit**  
**17 et 18 septembre 2015**

Que peut, ou pourrait, l'idée de patrimoine face aux enjeux du 21<sup>e</sup> siècle tels qu'ils sont pointés par le concept d'Anthropocène – selon lequel l'espèce humaine est devenue une force géologique ? Plus précisément, s'il y a un « événement anthropocène » (C. Bonneuil et B. Fressoz), dans quelle mesure la question patrimoniale peut-elle ou pourrait-elle contribuer à l'élaboration de récits alternatifs « au Grand Récit actuellement dominant de l'Anthropocène », et obvier au risque que « le concept d'Anthropocène ne devienne la philosophie légitime d'un géopouvoir nouveau » (C. Bonneuil et P. de Jouvancourt) et ne concoure à éluder la question des responsabilités en dessinant la figure d'une humanité coupable ?

L'objectif de ces journées est donc d'interroger la pertinence politique de la notion de patrimoine et de mettre à l'épreuve l'hypothèse d'une « actualité du patrimoine » en faisant travailler et en traduisant dans la « perspective anthropocénique » deux évolutions majeures du « patrimoine-aujourd'hui » : à la fois son ouverture sur le vivant – ouverture permise par le passage historique du monument au patrimoine (D. Fabre) et problématisée sous le glissement du paradigme de la conservation au paradigme de la sauvegarde (A. Micoud) – et sa diffusion dans l'espace public résultant d'un débordement des institutions culturelles et patrimoniales. D'une part, une extension catégorielle décisive : le patrimoine n'est plus seulement ce qui reste présent d'un temps perdu, il est aussi et peut-être surtout un legs et une réclamation du futur ; d'autre part, une profusion irrépensible des porte-paroles impliquant un partage des expertises quant à la valuation et à la gestion patrimoniales. En somme, il s'agit de prendre la mesure du patrimoine ou plutôt de l'activité patrimoniale hors de ses cadres usuels de référence – l'esthétique, l'artistique, le monumental, le symbolique, l'historique ou encore l'ethnologique – et d'envisager son opérativité sur le terrain de l'action citoyenne, de la justice sociale, de la démocratie comme méthode – au sens de John Dewey –, de la gouvernance délibérative, de l'instauration de nouveaux liens entre les êtres qui peuplent la Terre.

Le patrimoine peut-il soutenir et porter une interrogation générale sur l'habiter : habiter la Terre, habiter la ville, habiter le temps, cohabiter, dans une perspective pluraliste mais qui n'escamote pas la critique ? Peut-il se libérer de sa teneur eurocentrée – et des dualismes qui y sont associés – de manière à porter l'idée « d'un monde fait d'une pluralité de mondes » (J. Baschet), en lien avec la perspective d'une pluralité d'ontologies (P. Descola) ? Peut-il rencontrer des expériences qui, singulièrement, remettent en cause nommément le capitalisme, en tant que système global qui organise et structure notre réalité et est en grand partie responsable de la menace mortelle qui pèse sur notre planète : en somme, le capitalisme comme la désignation expresse d'une modernité qui s'est cristallisée en Europe au 18<sup>e</sup> siècle et a étendu sa raison sur la totalité des formes de vie au terme d'une triple conquête : économique, écologique et culturelle (A. Escobar) ? Est-il mobilisé dans ces expériences, aux tonalités communautaires ou sociales qui, ici ou là, explorent et portent des projets de modernités alternatives à la modernité capitaliste, ou, à défaut, une sortie radicale de la modernité – en y négociant, voire reconstruisant, dans l'action et en toute localité, l'articulation ou l'intrication de ces trois « ordres » trop commodément distingués ? Participe-t-il enfin d'une réflexion sur l'implication pragmatiste des actions, en tant qu'elles proposent des futurs et des passés moins imaginés, imaginaires ou utopiques qu'élaborés dans l'action, moins des utopies comme horizon d'attente que des « utopies réelles », moins des projections idéales et lénifiantes que des gestes concrets qui, tout en prenant au sérieux la proposition « anthropocénique », travaillent à la survie des Terriens (B. Latour) en « réactualisant des pensée du lieu et des attachements » (Bonneuil et Jouvancourt) ?

Pour explorer ces questions, nous sollicitons les points de vue de chercheur-e-s issu-e-s de diverses disciplines, philosophie, anthropologie, sociologie, histoire environnementale, histoire des techniques, histoire de l'art, économie, écologie, et qui ne sont pas nécessairement familiers des questions patrimoniales : à partir de lieux communs et moins communs sur le patrimoine, l'objectif sera donc de croiser et faire dialoguer les savoirs et les postures de manière à faire émerger des intérêts et des problèmes communs ou en commun.

Jean-Louis Tornatore  
Anne-Sophie Haeringer

## Jeudi 17 septembre 2015

Salle du Conseil de Droit - Bât. Droit-Lettres, 4 Bd Gabriel, Dijon

13 h 00 -13 h 30 :

- *Introduction* : **Anne-Sophie Haeringer**, sociologue, AAU-Cresson et Centre Max Weber-Poco, et **Jean-Louis Tornatore**, anthropologue, Centre Georges Chevrier, université de Bourgogne.

13 h 30 -15 h 30 :

- *La santé des châtaigniers comme cause patrimoniale : bio-terrorisme amateur, assouplissement administratif et « neutralité active » des sciences citoyennes*, **Ellen Hertz**, anthropologue, et **Alexandre Aebi**, ethnobiologiste, université de Neuchâtel
- *Une histoire politique du CO2*, **Jean-Baptiste Fressoz**, historien, Centre Alexandre-Koyré

15 h 30 – 15 h 45 : Pause

15 h 45 – 17 h 45

- « Libérer » la ville pour fabriquer la citoyenneté : ethnographie de pratiques d'occupations à Rome, **Elena Apostoli Cappello**, anthropologue, et **Catherine Neveu**, anthropologue, IIAC-TRAM (CNRS-EHESS)
- *Mettre en culture, produire du politique ?* **Noël Barbe**, anthropologue, IIAC et Drac de Franche-Comté

## Vendredi 18 septembre 2015

Salle du Conseil de Droit - Bât. Droit-Lettres 4 Bd Gabriel, Dijon

9 h 15 – 11 h 15

- *Comment hériter des expériences énergétiques du passé ? Histoire et patrimoine des énergies renouvelables*, **François Jarrige**, historien, Centre Georges Chevrier, université de Bourgogne.
- *Politiques ontologiques de la semence*, **Élise Demeulenaere**, anthropologue, CNRS, Muséum d'histoire naturelle

11 h 15 – 11 h 30 : pause

11 h 30 – 12 h 30

- *Le patrimoine en attente de l'œuvre*, **Xavier Douroux**, historien de l'art, codirecteur du Consortium, Dijon.

12 h 30 – 14 h 00 : pause méridienne

14 h 00 – 15 h 45

- *Restauration/Instauration, Déclore/Forclore : le patrimoine et les « mondes possibles » à l'heure de l'anthropocène*, **Alexandre Monnin**, philosophe, INRIA, et **Diego Landivar**, économiste, CERDI - CNRS et Origens Media Lab

15 h 45 – 16 h 00 : Pause

16h – 16h45

- *Restauration et effondrement*, **Jean-Louis Tornatore**

16h45 – 17h : Conclusion

# RÉSUMÉS

**Elena Apostoli Cappello et Catherine Neveu**

*« Libérer » la ville pour fabriquer la citoyenneté : ethnographie de pratiques d'occupations à Rome.*

Cette communication prend appui sur une recherche réalisée à Rome sur des pratiques d'occupation illégale d'espaces sujets à l'abandon ou à la spéculation immobilière, pratiques revendiquant une identité politique fondée justement sur la « libération » des espaces sociaux soumis à des logiques du profit. Dans ce répertoire d'actions citoyennes centrées sur le squatting et des propositions de démocratie délibérative, on peut observer des temporalités spécifiques, autour de récits mobilisant la nostalgie d'une « ville d'avant », en partie imaginée et idéalisée, tout en revendiquant par ce biais l'idée d'un futur utopique.

La résistance au capitalisme, incarné par les investissements immobiliers spéculatifs et la gentrification, s'enracine, entre autres, dans des récits sur une ville pleine d'« espaces culturels à sauver » propres à un passé récent : un théâtre occupé dans le centre historique, un cinéma des années 1970 ou encore des copropriétés populaires destinées à être transformées en hôtel de luxe dans le quartier universitaire. Cette communication visera à comprendre comment un patrimoine culturel, urbanistique et architectural « à défendre » et à se réapproprié par des occupations peut incarner un patrimoine social et politique, un ordre alternatif, lieu de la reproduction de la société et de ses symboles. Cette société « vivante », par opposition aux logiques impersonnelles destructives, n'est pas gouvernée par la logique du profit économique mais par la valeur des « biens communs » et la gestion collective des espaces partagés de la ville.

Peut-on considérer le répertoire des pratiques de gestion collective (par des assemblées) de ces espaces occupés comme un « patrimoine culturel » ? On essaiera de mettre en perspective des matériaux ethnographiques avec la catégorie de « patrimoine » pour montrer comment les pratiques politiques observées à Rome tentent de résister à un capitalisme destructeur de ce qui est « humain ».

**Noël Barbe,**

*Mettre en culture, produire du politique ?*

Des bénéficiaires du RSA et une affiche où ils parlent de l'économie, un retour dur Lip 73 sans bigoterie mémorielle et une exposition qui prétend que « cela peut toujours servir », des pratiquants d'espaces reconstruits, une fête portée à l'Unesco, des espaces publics où est organisée la prise de parole ou la prise d'écriture dans des/l'espace public sur des questions de « patrimoine » ou d'« art », un film d'Armand Gatti et des toiles de Courbet, des immigrés et des préfabriqués... Au principe de ce rassemblement a priori hétéroclite, il y a des gestes – des interventions - dont la communauté est de donner une visibilité à des contre expertise ou de favoriser leur production, de faire prendre parole ou écriture, de faire un pas de côté ou un pas contre l'autorité et l'académisme et tenter de faire surgir les rationalités – les épistémologies politiques ? - d'un « gouvernement au patrimoine ». Point là de leçons données ou de vérités évidentes, plutôt des tentatives et une question lancinante : ces interventions sont-elles à la hauteur ? Oui mais de quoi et à quoi se mesurent-elles ?

**Élise Demeulenaere,**

*Politiques ontologiques de la semence.*

Ma démarche de recherche se place dans une perspective de political ecology post-structuraliste, telle qu'elle a été présentée par exemple dans l'introduction de Liberation Ecologies (Peet et Watts, 1996). Avec ces auteurs, je considère que les mouvements sociaux ne sont pas que la manifestation d'une lutte des classes, mais également l'expression d'imaginaires contestataires face à une modernité réductrice de la diversité des expériences humaines.

Dans un contexte où la violence du capitalisme redonne une actualité aux approches marxistes, j'essaierai de montrer l'importance pour les sciences sociales de rendre pleinement compte des dimensions culturelles, voire ontologiques, des contestations. J'illustrerai mon propos par mon travail sur les mouvements pour la réappropriation paysanne de la semence.

**Xavier Douroux,**

*Le patrimoine en attente de l'œuvre.*

Et s'il était plus facile de changer de comportement pour contribuer individuellement et collectivement à la survie des Terriens, non pas en pensant aux générations à venir qui nous sont a fortiori inconnues, mais bien plutôt au nom des morts bien présents, envers qui nous nous sentons redevables au point de juger nécessaire de transmettre la mémoire positive de leurs apports individuels ou collectifs. Jusqu'alors en instance, et à travers la commande d'une œuvre contemporaine par des acteurs de la démocratie d'initiative, un patrimoine peut alors faire acte de présence utile au monde, comme le montre quelques exemples de l'action Nouveaux commanditaires.

**Jean-Baptiste Fressoz,**

***Une histoire politique du CO2.***

Si tout le monde a en tête la courbe exponentielle des émissions de CO2 aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, on n'en a curieusement aucune histoire. Le débat public pâtit de ce manque. Faute de connaissance précise, les récits spontanés de la crise environnementale se perdent dans des critiques sans focale incriminant « la modernité » en général ou pire « l'espèce humaine ». De quelle histoire devons-nous nous armer pour penser de manière plus pertinente la crise environnementale contemporaine dont le changement climatique représente un des aboutissements? Comment penser l'Anthropocène sans accepter sa vision d'une humanité et d'un globe unifiés par le carbone?

**Ellen Hertz, et Alexandre Aebi,**

***La santé des châtaigniers comme cause patrimoniale : bio-terrorisme amateur, assouplissement administratif et « neutralité active » des sciences citoyennes.***

Dans cette communication, nous détaillerons la carrière d'une cause patrimoniale en Suisse : celle tracée par les activités d'un groupe d'amateurs et de propriétaires de châtaigniers qui se sont mobilisés pour la sauvegarde des arbres qu'ils aiment. Nous verrons les positionnements dynamiques du réseau d'acteurs concernés -- administrateurs fédéraux et cantonaux, biologistes de tout bord, journalistes et étudiants en biologie-ethnologie -- et analyserons l'assouplissement de la position des autorités fédérales face à la pression exercée de différentes manières par ce réseau. Nous examinerons enfin les enjeux qui sous-tendent l'intégration des critères « sociaux » dans la pesée des risques environnementaux liés à l'introduction d'espèces étrangères utiles dans la lutte biologique contre des ravageurs. En lien avec le questionnement de ces journées d'études, nous examinerons en quoi la séparation classique entre critères « sociaux » et critères « purement biologique » est reconfigurée par cet activisme patrimonial; autrement dit, comment le patrimoine permet à l'anthropo son entrée sur scène biologique.

**François Jarrige,**

***Comment hériter des expériences énergétiques du passé ? Histoire et patrimoine des énergies renouvelables.***

Si le patrimoine n'est plus tant ce qui reste présent d'un temps perdu qu'un legs et une réclamation du futur, alors la question des choix énergétiques passés et de leur mémoire mérite d'être ouverte et explorée. L'anthropocène est le résultat des choix techniques et industriels en faveur de la puissance, rendus possibles par l'adoption, au XIX<sup>e</sup> siècle, de l'énergie abondante et bon marché des hydrocarbures. Alors que ce choix énergétique révèle aujourd'hui ses impasses avec le drame climatique et l'épuisement des ressources, comment imaginer nos sociétés sans pétrole, et comment retrouver les expériences des sociétés anciennes qui savaient s'en passer ? L'histoire de l'énergie demeure un chantier en friche en France en dépit de l'urgence politique et sociale de cette question, elle reste très souvent celle d'une trajectoire inéluctable et linéaire, abordée uniquement dans la perspective de la croissance économique et pensée comme une donnée brute, neutre et illimitée. Ce projet entend à l'inverse explorer les trajectoires industrielles des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles en enquêtant sur les possibles non advenus des expériences énergétiques passées, en examinant en particulier la persistance et la diversité des usages des « moteurs animés » et des animaux à l'âge industriel, et sur les conditions de mise en patrimoine de ces expériences et dispositifs techniques largement oubliés.

**Alexandre Monnin, et Diego Landivar,**

***Restauration/Instauration, Déclure/Forclure : le patrimoine et les « mondes possibles » à l'heure de l'anthropocène.***

Avec la redécouverte d'Etienne Souriau s'ouvrait un continent nouveau, celui d'une philosophie de l'instauration déployant les degrés de l'existence et rendant toute leur place aux êtres dépendants/agissants. Pareille métaphysique permet de penser, mieux que toute autre, la fragilité de l'existence. Avec elle, l'appel du monde retentit à nouveau hors de toute utopie, faisant de ce que le monde n'est pas (actuellement) une composante fondamentale de ce qu'il est en tant qu'il est toujours-déjà partiellement à faire (virtuellement). Les conséquences de l'anthropocène interrogent cette pensée de l'œuvre à faire et du soin apporté aux êtres. La problématique sourialienne de l'instauration croise en effet la problématique heideggerienne de la décloison. Avec elle, la multiplicité des mondes se pense en lien direct avec la technique. C'est ce processus de mondanisation technicienne que l'on désigne aujourd'hui à travers l'expression « design ontologique » (Winograd et Flores, Willis, Fry). Seulement, le problème, aujourd'hui, semble moins de déclure que de forclure. Moins d'instaurer des futurs innombrables, scandés par les grands acteurs de l'innovation technologique, que de restreindre leur portée, diminuer leur existence afin de que le monde n'avance pas davantage sur la voie de l'inhabitable. Les futurs présents appartiennent déjà au passé de l'avenir : les réponses se multiplient au moment même où la question qu'adresse le monde, que Souriau avait déjà appréhendée sous l'angle écologique, semble ne plus nous être adressée. Que faire de ces futurs déjà frappés d'obsolescence ? Si la technique multiplie les mondes,

cette multiplication n'a pas, à elle seule, de vertu sotériologique. Néanmoins, il nous faut tirer les leçons du mode d'existence de la technique, non-conforme au fantasme des modernes, pour esquisser un futur vivable. Si la fragilité et l'imprévu sont bel et bien les traits fondamentaux de la technique, alors celle-ci ouvre une voie en forme de réponse à l'avenir qui s'avance. Nous tenterons de suivre le fil ténu croisant la technique et l'anthropocène, l'instauration et le couple décloisonnement/fermeture, en partant de deux terrains. Le premier, une expérience menée cette année, intitulée APICALYPSE, vise à envisager le futur du Web à l'aune de l'avenir que nous oppose l'anthropocène : une voie à instaurer entre des possibles conjugués au futur, en trop grand nombre, presque aveuglés par leurs promesses, et un avenir dont l'inexorabilité risque de passer pour une réduction sans reste. Rendre un futur compossible avec l'avenir, telle est sans doute ce qui est requis de nous dans l'immédiat. Quant au second, il s'agit d'une enquête réalisée auprès du ministère de la Mère Terre en Bolivie, en suivant le travail sur le droit des objets à partir d'une adaptation des cosmologies indigènes à la modernité juridique. En dignifiant les objets on exacerbe (exagère?) leur existence pour limiter leur existence passive et démultipliée en tant que déchet (dont l'origine étymologique renvoie à déchoir : tomber dans un état inférieur, diminuer d'intensité, faiblir) ; déchets dont la technique a été la grande pourvoyeuse. L'anthropocène peut s'interroger comme une nouvelle ère de type «Objet-Erectus» ou «Objet Sapiens», où l'instauration prend tout son sens.

**Jean-Louis Tornatore,**  
***Restauration et effondrement.***

(... et pas l'inverse). Que vaut le concept de restauration devant l'idée d'effondrement ? De Viollet-le-Duc, Ruskin ou Boito à Cesare Brandi, de la charte Athènes à celle de Venise, la restauration des monuments et des œuvres de l'art est un thème classique et central des réflexions savantes et institutionnelles sur le patrimoine artistique et architectural. Plus près de nous, le concept a essaimé dans les disciplines de l'aménagement du territoire – on restaure ainsi la montagne ou les paysages – ou dans les disciplines du vivant avec le développement d'une écologie de la restauration. Du côté de la culture comme de celui de la nature, la restauration vise à retrouver un état antérieur à un état présent considéré comme problématique : rétablir l'unité potentielle de l'œuvre d'art ; lutter contre l'érosion d'entités naturelles considérées comme monumentales, accompagner la régénérescence des écosystèmes dégradés, endommagés ou détruits. Davantage que « conservation » ou « sauvegarde », « restauration » paraît condenser les difficultés inhérentes au fait d'assurer aux êtres et aux choses un passage dans le temps tout en suggérant une conduite à tenir.

A l'heure de l'anthropocène, se profile le thème de l'effondrement. Le spectre de la catastrophe agité, l'imagination de ce que sera le monde d'après diffère radicalement : entre un univers terrifiant qui n'en finit pas de s'effondrer ne laissant qu'une fuite sans espoir aux spécimens d'humanité restante (*La Route* de Cormac MacCarthy, 2008) et la lente mais sûre reprise ou reconquête du monde par une « nature » débarrassée des humains (*Homo disparitus* d'Alan Weisman, 2007)... A un bout, l'impossible restauration, à l'autre une possible restauration mais alors « sans nous ».

La restauration de la montagne voulait contenir son érosion. Comment prévenir le possible effondrement des colonies d'abeilles ? A quelle conduite à tenir la perspective de l'effondrement du monde, ou de notre civilisation, invite-t-elle ? À mettre en regard restauration et effondrement, on peut voir que la perspective de celui-ci nous éloigne progressivement mais sûrement de la possibilité de celle-là. En même temps, elle aiguise l'aporie constitutive de l'idée même de restaurer : moins une action dûment cadrée, définie et indubitable, qu'une ambition limite, tenace, fuyante et controversée. Ne serait-il pas alors temps de changer de paradigme et de repenser le soin porté à nos héritages ?

**Contact : Jean-Louis Tornatore**  
**Jean-Louis.Tornatore@u-bourgogne.fr**  
**Centre Georges Chevrier, UMR 7366**  
**4 Boulevard Gabriel**  
**BP 17270 F-21072 DIJON CEDEX**  
**Tél. : 33 (0)3.80.39.53.52**  
**<http://tristan.u-bourgogne.fr/CGC.html>**